

Compte rendu du webinaire « Assurer un accès équitable et inclusif à une EPPE de qualité en situation d'urgence : politiques, approches et pratiques prometteuses »

20 mai 2026, 14h00 à 15h30 (CEST)



## Contexte

Ce webinaire international, organisé dans le cadre du cycle conjoint porté par la Commission francophone de l'OMEP et l'UNESCO, a rassemblé des chercheurs, des professionnels de la petite enfance, des décideurs publics et des représentants de la société civile autour d'un enjeu fondamental : l'accès des enfants en situation d'urgence à des services d'éducation et de protection organisés.

Pour eux, les obstacles sont multiples et se cumulent : contraintes administratives et juridiques, barrières linguistiques, ruptures dans les parcours éducatifs, ou encore accès limité à des services d'éducation de qualité.

Il importe de répondre à leurs besoins spécifiques, notamment en matière de soutien psychosocial, d'adaptation linguistique et culturelle, de pratiques pédagogiques inclusives, tout en renforçant les capacités des professionnels de la petite enfance. L'éducation de la petite enfance est un levier de protection, de résilience et de cohésion sociale dans des contextes d'urgence.

## Présentations générales

### Mettre en lumière l'urgence d'une prise en charge précoce

Dès l'ouverture, Adrijana Višnjić-Jevtić, présidente mondiale de l'OMEP, a posé un constat inquiétant, la petite enfance est trop souvent reléguée au second plan dans les interventions d'urgence, bien que les

premières années soient les plus critiques pour le développement cérébral et la résilience. Elle a appelé à bâtir des interventions autour de cinq piliers clés : la création d'espaces sûrs, le recours au jeu comme ligne de conduite, le soutien psychosocial des familles, la continuité de l'éducation par des approches flexibles, et une coordination intersectorielle.

### Comprendre les obstacles à un accès équitable

Garine Papazian Zohrabian a souligné les situations dramatiques vécues par les populations civiles, accentuées par la banalisation de la violence et l'incapacité de nombreux parents à assurer le minimum vital. Dans ces contextes, il devient très difficile de prodiguer une éducation et de l'affection, freinant le développement sécurisant de l'enfant. Elle a proposé plusieurs aménagements pédagogiques pour mieux prendre en compte les traumatismes que ces enfants ont pu subir.

## Tables rondes — Constats

---

Les tables rondes modérées par Manon Boily et Nisrine Ibn Abdeljalil ont permis à des experts venus de divers horizons géographiques (Liban, RDC, Canada, USA, France) et institutionnels d'identifier plusieurs freins majeurs à l'inclusion avant de mettre en lumière plusieurs pratiques et leviers d'action.

### Instabilité et vulnérabilité systémique

Maria Pia Belloni a rappelé qu'il existe 120 à 130 conflits armés dans le monde, la région MENA (Moyen-Orient/Afrique du Nord) comptant à elle seule près de 110 millions d'enfants touchés par les conflits. Le déplacement dure en moyenne une décennie, générant des perspectives incertaines qui compliquent la construction de projets et affectent lourdement les apprentissages.

### Barrières à l'accès et manque de moyens

Hana Addam a souligné que l'accès à l'EPPE est très souvent négligé pour les enfants déplacés, notamment lorsque l'accès universel n'est pas encore atteint pour la population du pays d'accueil. Les coûts liés à l'éducation et la qualité des enseignements dispensés deviennent alors des problématiques centrales.

Pourtant, scolariser ces enfants dès le plus jeune âge est un investissement incontournable pour :

- Réparer les traumatismes liés aux violences subies.
- Prévenir les retards de développement et les troubles de l'attachement.
- Reconstruire la résilience et la capacité à vivre paisiblement en société.

### Défis culturels et psychosociaux

Olivier Peyroux a mis en évidence un autre défi les enfants réfugiés doivent répondre aux exigences de la culture dans laquelle ils grandissent, ce qui peut leur demander de se dépasser considérablement pour être reconnus.

## Tables rondes — Perspectives

---

### Cadres politiques et institutionnels

Pour garantir l'inclusion, Maria Pia Belloni et Hana Addam ont insisté sur l'enjeu principal qui consiste à convaincre les États d'accorder des droits aux enfants déplacés et de se conformer aux résolutions internationales. Des mesures concrètes ont été préconisées :

- Prévoir systématiquement des financements pour l'EPPE au sein des plans d'intervention humanitaire.
- S'appuyer sur des lois nationales de long terme qui favorisent l'inclusion dans les systèmes éducatifs existants.
- Garantir des conditions d'apprentissage sûres par des politiques de prévention de la violence à l'école.

## Approches pédagogiques et psychosociales

Dieudonné Karamagi a insisté sur la nécessité d'accueillir et de mettre en sécurité les enfants avant toute réintégration scolaire classique, notamment en aménageant des espaces de parole pour reconnaître leurs souffrances. D'autres pratiques ont été valorisées :

- Donner une place importante au jeu symbolique et aux pratiques artistiques pour permettre aux enfants de mettre en scène leurs traumatismes.
- Tenir compte de la langue maternelle en créant des filets de sécurité avec l'aide d'interprètes.

Olivier Peyroux a souligné l'importance de proposer des activités pédagogiques adaptées qui permettent de respecter la conception de l'éducation des parents, afin de ne pas les déposséder de leur autorité, tout en transmettant les codes de la société d'accueil.

## Formation et accompagnement des professionnels

Il a été souligné qu'offrir une éducation appropriée requiert la formation des enseignants à la gestion des classes et des compétences psychosociales. Une adaptation souple des programmes d'enseignement et l'ajout de programmes de soutien s'avèrent également cruciaux.

-----

Les échanges ont rappelé que le dialogue entre les politiques publiques, la recherche universitaire et les pratiques de terrain est fondamental. Le soutien aux acteurs locaux est jugé indispensable pour concevoir des solutions sur mesure au regard de systèmes éducatifs très différents et pour échanger sur les pratiques afin de briser le sentiment d'isolement des professionnels.

## Message de clôture

---

Gilles Pétreault, coordonnateur de la commission francophone de l'OMEP, a clôturé la session en rappelant que la présence des populations déplacées s'inscrit souvent dans la durée. Par conséquent, il est impératif de proposer dès leur arrivée des conditions d'éducation adaptées. L'EPPE en situation d'urgence ne se limite pas à prévenir les retards de développement : c'est un investissement fondamental pour reconstruire la capacité des enfants à vivre dans des sociétés apaisées et en sécurité.

Il a encouragé la poursuite de la coopération et souligné que la qualité de cette éducation, au-delà de l'engagement des acteurs locaux, repose nécessairement sur des cadres législatifs nationaux favorables et des moyens d'action dédiés.